



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

06-10-2014

Transports

Pour stopper la casse

Depuis le début de l'année 2014, trois conflits majeurs se sont déroulés dans les transports. La grève des travailleurs de la SNCF, de la SNCM et dernièrement des pilotes d'Air France soulève des questions essentielles sur la politique des transports.

Ces trois conflits majeurs touchent trois types de transports différents : terrestres, maritimes et aériens.

Le besoin de circuler, de se déplacer, transporter des marchandises, est devenu aujourd'hui un besoin fondamental. L'organisation des transports doit répondre à ces besoins qui ne cessent d'évoluer. C'est pour ces raisons que dès 1945, l'ensemble des transports et de ses industries de construction ont été nationalisés : les chemins de fer sont devenus société nationale, Air France, Air Inter, la RATP bus et métro, le transport maritime, le réseau autoroutier, tous ces types de transport ont été développés sous statut national. Rappelons également que la fabrication des moyens de transport : bateaux, avions, métros et infrastructures a également été développée par des entreprises nationales.

Cette situation était à l'époque le résultat du rapport des forces politiques d'après-guerre mais le capital en tant que système économique n'a pas été remis en cause. Au contraire, il a tiré profit du développement phénoménal des transports nationaux. Depuis il poursuit son offensive pour s'accaparer la maîtrise totale de l'ensemble des transports et augmenter ses profits.

Il bénéficie pour cela de la complaisance de l'action des gouvernements qui se succèdent.

Le capital n'a qu'un seul but : développer ses profits, c'est son mode même d'existence. Il doit y parvenir à tout prix quelles qu'en soient les conséquences. Aucun secteur d'activité ne doit lui échapper. Satisfaire les besoins n'est pas ce qu'il recherche.

Les transports représentent depuis longtemps une possibilité pour les multinationales capitalistes de réaliser d'énormes profits mais il faut pour cela des rapports de force politiques et syndicaux qui soient favorables, un pouvoir aux ordres du patronat et des grandes sociétés, c'est le cas aujourd'hui.

Petit à petit la fabrication des moyens de transport a été livrée au capital : Alstom pour le matériel roulant, le métro, Airbus pour la fabrication des avions, les chantiers de l'Atlantique pour les bateaux, Renault, Saviem, Berliet, Chausson pour la fabrication de bus... (aujourd'hui disparus).

Les travailleurs de l'ensemble de la filière des transports ont arraché à l'époque des nationalisations, un statut social qui leur a garanti (encore actuellement mais qui disparaît) des conditions d'emploi et d'évolution de carrière favorable, favorisant en même temps un développement constant du secteur.

Après avoir mis la main encore plus étroitement sur l'industrie de fabrication des moyens de transport (privatisation de l'industrie aéronautique, Chantier de l'Atlantique, Alstom, Renault etc.) pour en tirer des profits considérables, le capital remet aujourd'hui en cause le statut des travailleurs. Il est entrain de casser les contrats de travail qu'il considère comme étant un « privilège » insupportable.

Les trois conflits cités démontrent bien les buts poursuivis. D'un côté les multinationales qui sous prétexte de la « crise » suppriment massivement des emplois, bloquent les salaires s'attaquent aux conventions, aux droits acquis par les travailleurs, et de l'autre côté des travailleurs qui luttent pour maintenir leur statut social empêchant ainsi le démantèlement des entreprises.

Air-France a supprimé 10 000 emplois depuis 2004, elle veut en supprimer 2 800 supplémentaires en développant ses filiales à bas prix appelées low-cost, modifier en profondeur les conditions de travail des personnels, casser les contrats de travail. Le but: augmenter ses profits de 8 à 10% par an jusqu'en 2017.

La SNCF, après avoir divisé la société en deux unités distinctes, ce qui a aggravé les conditions de circulation et met en cause la sécurité des voyageurs, poursuit la privatisation de ses lignes. Dans le même temps où des milliers d'emplois ont été supprimés avec la disparition des transports marchandises par rails ou par routes, le statut des cheminots est menacé de disparition (retraite, garanties, temps de travail etc...)

Les patrons de la SNCM (transport maritime) veulent liquider l'entreprise depuis longtemps, ils en sont empêchés par les luttes constantes et déterminées des travailleurs qui demandent eux le développement de la société, l'embauche de personnel pour assurer un service public de qualité. Ce n'est évidemment pas dans les plans des actionnaires qui développent eux aussi des filiales à bas prix pour augmenter leurs profits. 90% du transport maritime (voyages et marchandises) est aujourd'hui réalisé sous "pavillon de complaisance", autrement dit en exploitant des travailleurs sous-payés, non formés, avec des conditions de travail dignes du temps de l'esclavage, au détriment de leur propre sécurité et celle des biens transportés.

Comme on le voit, on est très loin de satisfaire aux besoins de transports modernes et accessibles à tous.

Que dire du réseau routier français ? Développé par des milliards de fonds publics, il a été cédé au capital privé par les pouvoirs en place et il se livre aujourd'hui à un véritable pillage des usagers en réalisant des profits énormes. Les sociétés d'autoroute annoncent un taux de rentabilité de 20 à 24% de leurs chiffres d'affaires. Les routes nationales sont dans le collimateur du profit, des péages routiers commencent à être installés un peu partout en France notamment dans le sud-ouest à titre « expérimental ». La « nationalisation » des autoroutes qui devait intervenir après l'échéance des contrats privés a été abandonnée au plus grand bonheur des multinationales de la route.

Quelle politique ?

Les nationalisations ont permis de développer l'ensemble des moyens de transport et leur industrie, mais sans remettre en cause le capital, c'est la question fondamentale.

La mainmise des multinationales sur l'ensemble du secteur, aidées en cela par les pouvoirs en place, a entraîné une concurrence acharnée, compétitivité, rentabilité, profitabilité, employabilité sont les maîtres mots utilisés par les actionnaires pour justifier la casse des statuts, la suppression des droits des travailleurs, le démantèlement d'entreprises de haut niveau technique.

Les moyens de production, les secteurs d'activité vitaux doivent appartenir à la **Nation, au peuple, et non pas à un Etat à la solde du capitalisme.**

On le voit aujourd'hui, l'état capitaliste n'hésite pas à prendre une part du capital d'entreprises privées telles que Peugeot, Alstom, Renault etc... pour les aider à résoudre leurs « difficultés » en leur injectant massivement des fonds publics. Cela n'empêche pas les suppressions d'emplois, la baisse continue des salaires, la suppression des droits. Une fois les problèmes résolus, l'état restitue ses parts, les profits des entreprises sont assurés, l'exploitation des travailleurs n'a pas cessé.

Les entreprises doivent être propriété de la Nation, les moyens de production et d'échanges doivent être mis au service de la satisfaction des besoins de la société, propriété de la Nation, maîtrisés par le peuple. Les actionnaires doivent être chassés sans aucune condition, sinon le mot nationalisation n'a aucun sens. Ce mot aujourd'hui est employé à toutes les sauces, dénaturé, vidé de son sens. Il est employé par la bourgeoisie pour justifier l'intervention d'un Etat à sa solde afin de « nationaliser » les « dettes » et « privatiser » les profits.

Les luttes sont indispensables pour stopper les mauvais coups des multinationales, les cheminots, les marins, les personnels des transports aériens montrent la voie pour construire des transports publics modernes et efficaces. Les moyens existent, les 2 130 milliards de richesses créées en France sont accaparées par les multinationales, il faut lutter avec détermination, tous les jours pour les reprendre et les utiliser pour développer et construire un véritable service public des transports pour répondre aux besoins du peuple.